

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE (CP 104)

Convention collective de travail du 12 mai 2005 portant modification et coordination du chapitre VI, convention collective de travail concernant l'octroi d'une indemnité complémentaire de chômage, du Protocole du 26 mars 1975 relatif aux problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu

La présente convention est conclue en exécution des Accords sectoriels dans la sidérurgie - Ouvriers - 2003-2004 et 2005-2006, conclus respectivement le 17 avril 2003 et le 12 mai 2005.

Chapitre I^{er} - Champ d'application

Article 1^{er} - La présente convention est d'application dans les entreprises relevant de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique (CP n° 104) et aux travailleurs et travailleuses qui sont liés à ces entreprises par un contrat de travail d'ouvrier.

Chapitre II - Objet

Art. 2 - La présente convention modifie et coordonne le chapitre VI, convention collective de travail concernant l'octroi d'une indemnité complémentaire de chômage, du protocole du 26 mars 1975 relatif aux problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu, modifié par la convention collective de travail du 2 juin 1999.

Chapitre III - Dispositions modifiant le chapitre VI du protocole du 26 mars 1975 relatif aux problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu

Art. 3 - L'article 27 du protocole du 26 mars 1975 précité est remplacé par la disposition suivante :

«Art. 27 - § 1^{er} - A dater du 1^{er} juillet 2003, il est garanti au chômeur partiel, suivant les modalités précisées ci-après, 83 % de sa rémunération normale brute plafonnée au montant de l'allocation de chômage journalière.

§ 2 - Ce relèvement du pourcentage est assorti de la condition que le cumul de toutes les allocations ne peut avoir pour conséquence que le salaire net normal du travailleur soit dépassé.

§ 3 - Par rémunération normale brute, il y a lieu d'entendre la rémunération prise en considération pour l'établissement de l'allocation légale de chômage.

§ 4 - L'indemnité complémentaire de chômage est octroyée pour les journées pour lesquelles une allocation légale de chômage est perçue par le travailleur. »

Art. 4 - L'article 28 du même protocole est remplacé par la disposition suivante :

«Art. 28 - L'article 27, § 1^{er}, ne porte pas atteinte aux niveaux plus favorables pratiqués par les entreprises, sans préjudice de l'application des §§ 2 à 4. »

Art. 5 - L'article 32 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32 - La présente convention produit ses effets le 1^{er} juillet 2003. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties avec un préavis de trois mois, notifié par pli recommandé adressé au Président de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique (CP n ° 104). »


Chapitre IV - Annexe portant coordination du chapitre VI, convention collective de travail concernant l'octroi d'une indemnité complémentaire de chômage, du protocole du 26 mars 1975 relatif aux problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu

Art. 6 - Les parties signataires joignent en annexe à la présente convention la version coordonnée du chapitre VI du Protocole du 26 mars 1975.

Chapitre V - Entrée en vigueur et durée

Art. 7 - La présente convention produit ses effets le 1^{er} juillet 2003. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties avec un préavis de trois mois, notifié par pli recommandé adressé au Président de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique (CP n ° 104).





**Annexe à la convention collective de travail du 12 mai 2005 portant modification et
coordination du chapitre VI, convention collective de travail concernant l'octroi d'une
indemnité complémentaire de chômage, du protocole du 26 mars 1975 relatif aux
problèmes liés à la sécurité d'emploi et de revenu**

Chapitre VI - Convention collective de travail concernant l'octroi d'une indemnité
complémentaire de chômage

Art. 23 - La présente convention organise un régime d'indemnité complémentaire à l'allocation de chômage légale en cas de chômage partiel.

Art. 24 - Toute demande de dérogation aux dispositions de la présente convention devra être adressée par écrit au Président de la Commission paritaire et faire l'objet d'une approbation de la Commission paritaire.

Art. 25 - Par chômage partiel au sens de la présente convention, il y a lieu d'entendre le chômage résultant de causes économiques et institué en application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 26 - Afin de répartir le travail de la manière la plus équitable entre les travailleurs, il est procédé, dans la mesure des possibilités techniques et suivant les disponibilités en main-d'oeuvre, à une mise en chômage par roulement, étant entendu que ce système ne peut entraîner l'attribution pour un même poste de travail, à la fois d'une indemnité complémentaire de chômage au travailleur titulaire et d'une compensation salariale au travailleur temporairement muté à ce poste.

Si des difficultés apparaissent à ce dernier sujet, une solution équilibrée entre l'octroi d'indemnités complémentaires de chômage et celui de compensations pour mutation temporaire devrait être recherchée avec la délégation syndicale.

Art. 27, § 1^{er} - A dater du 1^{er} juillet 2003, il est garanti au chômeur partiel, suivant les modalités précisées ci-après, 83 % de sa rémunération normale brute plafonnée au montant de l'allocation de chômage journalière.

§ 2 - Ce relèvement du pourcentage est assorti de la condition que le cumul de toutes les allocations ne peut avoir pour conséquence que le salaire net normal du travailleur soit dépassé.

§ 3 - Par rémunération normale brute, il y a lieu d'entendre la rémunération prise en considération pour l'établissement de l'allocation légale de chômage.

§ 4 - L'indemnité complémentaire de chômage est octroyée pour les journées pour lesquelles une allocation légale de chômage est perçue par le travailleur.

Art. 28 - L'article 27, § 1^{er}, ne porte pas atteinte aux niveaux plus favorables pratiqués par les entreprises, sans préjudice de l'application des §§ 2 à 4.



Art. 29 - Si, dans une entreprise et sur une période d'un an, le nombre de jours indemnisés est supérieur à 60 pour un nombre important de travailleurs, le problème sera examiné paritairement au niveau de l'entreprise, sans préjudice de l'application des dispositions de la convention collective de travail du 17 février 1965 relative à la procédure de conciliation.

Art 30 et 31 - [...] Abrogés.

Art. 32 - La présente convention produit ses effets le 1^{er} juillet 2003. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être dénoncée par chacune des parties avec un préavis de trois mois, notifié par pli recommandé adressé au Président de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique (CP n ° 104).





PARITAIR COMITE VOOR DE IJZERNIJVERHEID (PC nr 104)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 2005 tot wijziging en coördinatie van hoofdstuk VI, collectieve arbeidsovereenkomst tot toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering, van het Protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken

Onderhavige overeenkomst is afgesloten in uitvoering van de Sectorale Akkoorden in de staalindustrie - Arbeiders - 2003-2004 en 2005-2006, afgesloten respectievelijk op 17 april 2003 en op 12 mei 2005.

Hoofdstuk I - Toepassingsgebied

Artikel 1 - Onderhavige overeenkomst is van toepassing in de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid (PC nr 104) en op de werknemers en werknemsters die door een arbeidsovereenkomst voor arbeider aan **deze** ondernemingen gebonden zijn.

Hoofdstuk II - Onderwerp

Art. 2 - Onderhavige overeenkomst wijzigt en **coördineert** hoofdstuk VI, collectieve arbeidsovereenkomst **tot** toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering, van het Protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juni 1999.

Hoofdstuk III - Bepalingen tot wijziging van hoofdstuk VI van het Protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken

Art. 3 - Artikel 27 van **bovenvermeld** Protocol van 26 maart 1975 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 27, § 1 - Vanaf 1 juli 2003 wordt aan de gedeeltelijk werkloze, volgens de hierna gepreciseerde modaliteiten, **83 %** van zijn normaal brutoloon gewaarborgd, begrensd **tot het bedrag** van de dagelijkse werkloosheidsuitkering.

§ 2 - Deze verhoging van het percentage is gekoppeld aan de voorwaarde dat de cumul van **alle** uitkeringen niet **tot** gevolg mag hebben dat het normale nettoloon van de werknemer overschreden wordt.

§ 3 - Onder het normale brutoloon wordt het **loon** verstaan dat in aanmerking **komt** voor het vaststellen van de wettelijke werkloosheidsuitkering.

§ 4 - De **bijkomende** werkloosheidsuitkering wordt toegekend voor de dagen waarop een wettelijke werkloosheidsuitkering door de werknemer verkregen wordt. »

NEERLEGGING-DEPOI

REGISTRATIE-DEPOI

13 -05- 2005

25 -05- 2005

NR.
N°

74.879/COI/104

Art. 4 - Artikel 28 van ditzelfde Protocol wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 28 - Artikel 27, § 1, heeft geen gevolgen voor de gunstigere niveaus die toegepast worden door de ondernemingen, zonder afbreuk van de toepassing van §§ 2 tot 4. »

Art. 5 - Artikel 32 wordt vervangen door volgende bepaling :

«Art 32 - Onderhavige overeenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2003. Ze wordt afgesloten voor een onbepaalde duur. Ze zal door elk van de partijen opgezegd kunnen worden mits een opzegtermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid (PC nr 104). »


Hoofdstuk IV - Bijlage houdende coördinatie van hoofdstuk VI, collectieve arbeidsovereenkomst tot toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering, van het Protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken

Art. 6 - De ondertekenende partijen voegen in bijlage aan onderhavige overeenkomst de gecoördineerde versie toe van hoofdstuk VI van het Protocol van 26 maart 1975.

Hoofdstuk V - Inwerkingtreding en duur

Art. 7 - Onderhavige overeenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2003. Ze wordt afgesloten voor een onbepaalde duur. Ze zal door elk van de partijen opgezegd kunnen worden mits een opzegtermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid (PC nr 104).





Bijlage aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 2005, houdende wijziging en coördinatie van hoofdstuk VI, collectieve arbeidsovereenkomst tot toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering, van het Protocol van 26 maart 1975 over de met de vastheid van betrekking en van het inkomen verbonden vraagstukken

Hoofdstuk VI - Collectieve arbeidsovereenkomst tot toekenning van een aanvullende vergoeding bij de werkloosheidsuitkering

Art. 23 - **Onderhavige overeenkomst** voorziet een aanvullende vergoeding bij de wettelijke werkloosheidsuitkering in **geval** van gedeeltelijke werkloosheid.

Art. 24 - **Elk** verzoek **tot** afwijking van de bepalingen van onderhavige overeenkomst **moet** schriftelijk gericht worden **tot** de Voorzitter van het Paritair Comité en het onderwerp uitmaken van de goedkeuring van het Paritair Comité.

Art. 25 - **In** de geest van de huidige overeenkomst wordt onder gedeeltelijke werkloosheid verstaan deze die uit **economische** gevolgen voortspruit en ingesteld is in toepassing van artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de **arbeidsovereenkomsten**.

Art. 26 - Teneinde de arbeid op de **meest** billijke wijze onder de **werknemers** te verdelen, **zal** voor zover dit technisch **mogelijk** is en naar gelang de beschikbare arbeidskrachten, een werkloosheid met beurtregeling ingevoerd worden met dien verstande dat dit systeem niet voor eenzelfde arbeidspost de uitkering van een **bijkomende** werkloosheidsuitkering aan de titularis van de arbeidspost en van een **looncompensatie** aan de tijdelijk naar die post overschakelde werknemer **mag meebrengen**.

Indien over dit laatste punt **moeilijkheden** zouden ontstaan, zou hiervoor met de vakbondsafvaardiging naar een oplossing dienen te worden gezocht, die het evenwicht houdt tussen aanvullende werkloosheidsuitkeringen en compensaties wegens tijdelijke overplaatsing.

Art. 27_ §1 - Vanaf 1 juli 2003 wordt aan de gedeeltelijk werkloze, volgens de hierna gepreciseerde modaliteiten, 83 % van zijn normaal brutoloon gewaarborgd, begrensd **tot** het bedrag van de dagelijkse werkloosheidsuitkering.

§2 - Deze verhoging van het percentage is gekoppeld aan de voorwaarde dat de cumul van **alle** uitkeringen niet **tot** gevolg mag hebben dat het normale nettoloon van de werknemer overschreden wordt.

§3 - Onder het normale brutoloon wordt het **loon** verstaan dat in **aanmerking** komt voor het vaststellen van de wettelijke werkloosheidsuitkering.

§4 - De bijkomende werkloosheidsuitkering wordt toegekend voor de dagen waarop een wettelijke werkloosheidsuitkering door de werknemer verkregen wordt.

Art. 28 - Artikel 27, § 1, heeft geen gevolgen voor de gunstigere niveaus die toegepast worden door de **ondernemingen**, zonder afbreuk van de toepassing van §§ 2 tot 4.

Art. 29 - Indien in een bepaalde onderneming over een **periode** van een jaar het aantal te vergoeden dagen hoger zou liggen dan 60 voor een aanzienlijk aantal werknemers, dan **zal** het **probleem** paritair op het **vlak** van de onderneming onderzocht **worden** en dit onverminderd de toepassing van de beschikkingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 februari 1965 betreffende de verzoeningsprocedure.

Art. 30 en 31 -[...] Opgeheven.

Art 32 - Onderhavige **overeenkomst** heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2003. Ze **wordt** afgesloten voor een onbepaalde duur. Ze zal door **elk** van de partijen opgezegd kunnen worden **mits** een opzegtermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid (PC nr 104).

